

# Sortir durablement les personnes sans-abri de la rue doit rester une priorité

**Il y a deux fois plus de sans-abri à Bruxelles aujourd'hui qu'il y a dix ans. Pourtant, des dispositifs de sortie de rue existent.**

En 10 ans, le nombre de personnes sans-abri a doublé à Bruxelles. Pour s'attaquer à cette forme extrême de pauvreté, il faut mettre en œuvre deux mécanismes : reloger ceux qui vivent en rue, et empêcher l'arrivée de nouveaux.

Si les politiques de prévention du sans-abrisme restent encore marginales et souvent sapées par la précarité sociale croissante de la population bruxelloise, des dispositifs de sortie de rue existent et ont démontré leur efficacité.

## **Un logement pour retrouver leur dignité**

Parmi ces projets, le Housing First s'adresse à des publics particulièrement fragiles, vivant en rue depuis de nombreuses années et souffrant de problèmes de santé mentale et d'addictions. Ce sont ces personnes que l'on croise régulièrement dans la rue, interpellant les passants parce que vivant visiblement éloignées de l'aide et des soins qui leur semblent nécessaires. On s'est habitué à les voir et il est difficile d'imaginer pour elles d'autres solutions qu'un abri pour la nuit.

Et pourtant, les projets Housing First s'adressent spécifiquement à ces personnes et leur donnent un accès direct à un logement permanent, et au soutien intensif d'une équipe spécialisée. Cent vingt personnes ont déjà été relogées par ces dispositifs à Bruxelles. Et plus de 90 % d'entre elles vivent toujours dans leur logement. Elles se réinsèrent progressivement dans la société, retrouvent leur santé, leur dignité, parfois leur famille.

Ces dispositifs n'existent pas qu'à Bruxelles. Le Housing First est né il y a plus de vingt ans à New York et s'est répandu comme "bonne pratique" dans tous les États-Unis, au Canada et dans la plupart des pays européens. Dans l'État de l'Utah, il a permis de mettre fin au sans-abrisme. Complètement. Les personnes qui vivaient en rue ont toutes été relogées et celles qui y tombent accèdent à un logement dans un délai court. Un accompagnement permet qu'elles ne retournent pas à la rue si une difficulté survient à nouveau. La Finlande et la Norvège suivent ce chemin et ont déjà drastiquement réduit leur nombre de sans-abri.

## **Le chemin est encore long**

La solution est éloquent de simplicité : pour sortir des personnes de la rue, il faut des logements de qualité et des équipes professionnelles d'accompagnement. L'hébergement d'urgence retrouve alors sa fonction première : accueillir et accompagner les personnes venant de perdre leur logement et celles pour lesquelles l'accès au logement est impossible (faute d'un revenu ou de droits ouverts en Belgique).

À Bruxelles, ces sorties de rue se développent grâce à une politique qui commence à se faire plus volontariste et à mettre l'accent sur les projets d'insertion durable et sur l'accès au logement comme levier incontournable. Mais le chemin reste encore long pour

que les 4 094 personnes sans-abri et mal logées dénombrées en 2017 accèdent toutes à la solution la plus adaptée, et donc à un appartement pour ceux qui bénéficient du droit de signer un contrat de bail.

Malheureusement, le budget 2019 ne prévoit pas d'augmentation de moyens pour les projets Housing First, bloquant toute nouvelle possibilité de relogement de personnes sans-abri, alors que le nombre de places d'urgence en hiver passe de 1 147 à 1 500 (en venant de 757 places en 2017). Pourtant, les nouveaux logements sont prêts, les candidats ne manquent pas et le dispositif a déjà largement fait ses preuves. Mais les équipes sont saturées et ne peuvent accompagner davantage de personnes sans ressources supplémentaires.

### **Réajuster les priorités budgétaires**

Comment réduire le nombre de sans-abri dans ce contexte ? Comment solutionner le problème sans permettre aux personnes de sortir définitivement de la rue ?

Si Bruxelles veut arrêter de voir augmenter encore le nombre de personnes qui vivent en rue pour, à l'instar de nombreuses autres villes dans le monde, se fixer l'objectif de faire disparaître le sans-abrisme, il lui faudra réajuster ses priorités budgétaires. Cela devra notamment passer par une meilleure articulation des politiques régionales et communautaires : mobiliser l'ensemble des leviers budgétaires est indispensable pour permettre une augmentation du financement des projets Housing First, ainsi que d'autres initiatives d'inclusion sociale, tant en 2019 que dans les années à venir.

### **Une opinion de Muriel Allart (SMES-B), Laurent Demoulin (Diogènes), Pierre Ryckmans (Infirmiers de rue) et Aude Gijssels (Samu Social) (1).**

*(1) : Les cosignataires de l'opinion sont Céline Nieuwenhuys pour La Fédération des services sociaux, Sébastien Alexandre pour La Fédito BXL, Manu Gonçalves pour La Ligue Bruxelloise Francophone pour la Santé Mentale, Dr Jerry Wérenne pour Lama asbl, Aurélie Ehx pour L'Autre "lieu" - RAPA, Nicolas De Kuyssche pour Le Forum - Bruxelles contre les inégalités, Ariane Dierickx pour l'Îlot, Marie-Alice Janssens pour Huis Van Vrede, Pierre Verbeeren pour Médecins du Monde et Muriel Goossens pour Transit ASBL.*